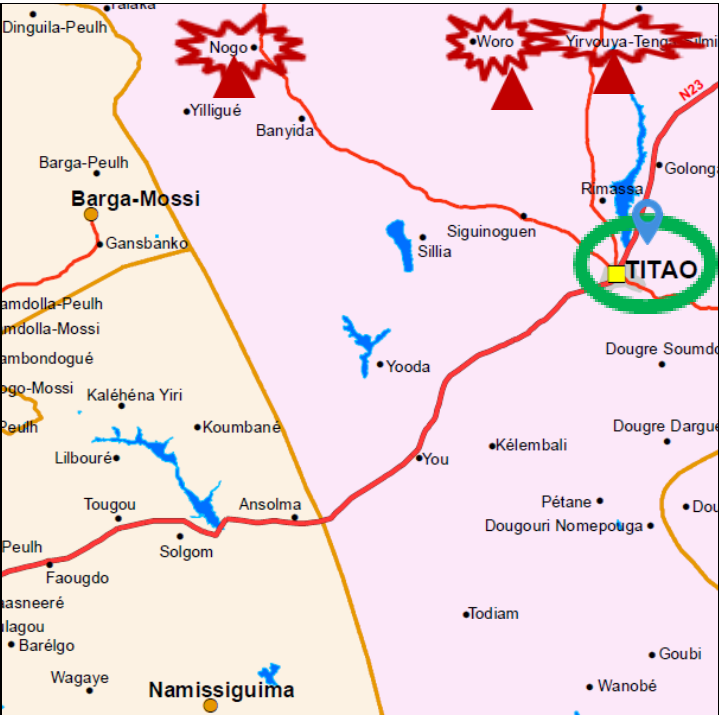


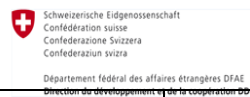


Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Evaluation Rapide de Protection

	Dernière mise à jour	31 août 2021						
	Dates de l'ERP	Du 22 au 30 juillet 2021						
	Localités affectées	Titao - Province du Loroum- Commune de Titao – Région du Nord						
	Populations affectées	4228 ménages						
	Déclencheur de l'ERP	<ul style="list-style-type: none"> Dans la nuit du 18 au 19 mai 2021, la position des Volontaires de Défense de la Patrie (VDP) dans le village de Babo a été la cible d'éléments d'un groupe armé non identifié (GANI). Prises pour cibles, les populations se sont déplacées de cette zone vers Titao et Bouna. En date du 19 mai, un ratissage dans la zone par les VDP, a permis de constater que les GANI ont tout brûlé : maisons, greniers, hangars, boutiques ainsi que les écoles dans le village de Babo. Ils ont également emporté des motos et des animaux. Ensuite dans la matinée du 04 juin 2021, vers 9h00, les VDP du village de Noogo en patrouille dans la zone de Woro (localité située à 30 km de Titao) ont eu un accrochage avec les GANI. Cet accrochage a causé la mort d'une personne, et blessé deux autres du côté des VDP qui ont été évacuées au centre de santé de Titao. Le 12/06/2021, des GANI ont érigé un checkpoint à l'entrée et à la sortie du village Guilan bloquant toute circulation. Le 15/06/2021, les GANI avaient donné un ultimatum aux populations de quitter les villages dans un délai de 4 jours, soit jusqu'au 19/06/2021. Le mercredi 16 /06/ 2021, les individus armés non identifiés ont fait irruption dans les villages de Yirvouya-Tenga et Songtaba et ont procédé à des tirs de sommation sans faire de victime. Ils ont emporté avec eux du bétail. Dans la soirée du 17/06/2021, un échange des tirs entre les GANI et les VDP a eu lieu dans le village de Songtaba, provoquant un mouvement de population vers Titao. <p>Selon le second ciblage multi-acteur mené mi-juillet, ces différents incidents auraient entraîné le déplacement de 4,228 ménages.</p> <p>Lors du dernier déplacement, les arrivées de civils PDI ont contribué à la réduction des</p>						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Localité</th> <th>Latitude N</th> <th>Longitude</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Titao</td> <td>13.455688</td> <td>0245860704</td> </tr> </tbody> </table>	Localité	Latitude N	Longitude	Titao	13.455688	0245860704		
Localité	Latitude N	Longitude						
Titao	13.455688	0245860704						



Financé par
Protection civile
et aide humanitaire
de l'Union européenne



Zone du Choc

Zone d'origine des PDI



Zone d'accueil des PDI



Zone d'évaluation

ressources disponibles dans la zone de déplacement, et à l'accroissement des vulnérabilités chez les PDI et les populations hôtes.

Suite à l'alerte (**ID Alerte n° 167210616-LORIT**) diffusée le 25 juin 2021, l'équipe Protection RRM-DRC a effectué une mission dans la localité d'accueil des PDI, à Titao, du 22 au 31 juillet 2021 pour réaliser une Evaluation Rapide de Protection, apporter une Assistance de Protection individuelle/ référencement aux PDI dans le besoin et effectuer des séances de sensibilisation.

Méthodologie

L'évaluation s'est organisée autour de la collecte des données quantitatives et qualitatives à travers des entretiens individuels avec des informateurs clés, des groupes de discussion et des grilles d'observation de la situation générale des sites visités. L'évaluation a été conduite par 4 personnes.

Au total :

- 9 outils d'observation ont été renseignés ;
- 26 entretiens individuels avec 15 PDI et 11 hôtes dont : 18 hommes et 08 femmes ont été conduits ;
- 9 groupes de discussion de 10 à 15 personnes par groupe ont été réalisés avec 4 groupes des communautés hôtes et 5 groupes des communautés PDI. Ces groupes sont répartis comme suit :
 - 3 groupes d'hommes (1 groupe PDI et 2 groupes hôtes) ;
 - 2 groupes de femmes (1 groupe PDI et 1 groupe hôtes) ;
 - 2 groupes de jeunes garçons de 15-17 ans (1 groupe de PDI et 1 groupe hôtes) ;
 - 2 groupes de jeunes filles de 15-17 ans (1 groupe de PDI et 1 groupe hôtes).

Résumé des problèmes rapportés

Violence physique

- Assassinats
- Enlèvements
- Pillages/vols
- Agressions physiques

Violences sexuelles et basées sur le genre

- Viols
- Agressions sexuelles
- Violences psychologiques
- Mariages forcés
- Grossesses non désirées

Violation des droits des enfants

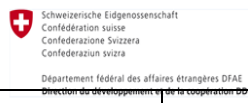
- Enfants déscolarisés
- Délinquance juvénile
- ENA/ES
- Enfants associés aux forces armés et groupes armés- Enfants négligés

Besoins primaires

- Manque de nourriture
- Manque d'abris
- Manque d'eau
- Manque de vêtements et NFI
- Personnes vivants avec un handicap
- Personnes âgées

Accès à l'assistance et services de base

- Difficultés d'accès aux services de base



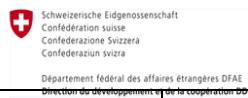
Financé par
Protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne

			- Prostitution / sexe de survie		sans soutien Femmes/Filles enceintes et/ ou allaitantes sans soutien	
	<p>Résumé de la situation et recommandations au Cluster Protection</p>	<p>Cette évaluation fait suite aux attaques et menaces à répétition perpétrées dans la commune de Titao qui ont occasionné des déplacements de populations vers la ville de Titao et Bouna. La plupart des PDI ont emprunté des maisons ou sont en location. Une minorité vit dans des familles d'accueil.</p> <p>Les nouveaux PDI n'avaient, au moment de l'évaluation, pas encore bénéficié d'assistance parce que le CODESUR était toujours en cours d'enregistrement de ces personnes au moment de l'évaluation¹. Néanmoins les besoins demeurent importants dans tous les secteurs compte tenue de la précarité des conditions de vie des populations.</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la sécurisation des localités afin de réduire la fréquence des différents incidents et attaques ; • Améliorer l'éclairage des sites d'accueil afin de réduire les risques d'attaques lors des déplacements la nuit ; • Renforcer le suivi des mouvements des populations afin de permettre un déploiement rapide de l'évaluation et de la réponse ; • Renforcer la cohésion sociale à travers des séances de sensibilisation ; • Renforcer et accompagner les mécanismes de gestion de conflits déjà existants ; • Renforcer les sensibilisations sur les bonnes pratiques en société et l'utilisation des latrines et ressources disponibles ; • Plaidoyer pour une prise en charge effective des cas de déscolarisation et/ou non-scolarisation des enfants ; • Organiser des sensibilisations sur la protection de l'enfant (notamment, l'exploitation sexuelle, le mariage précoce et les grossesses précoces) ; • Référer les enfants survivants ou à risque aux structures habilitées de protection de l'enfance pour leur prise en charge ; • Renforcer l'assistance et le référencement des enfants en besoin de soins de santé ; 				

¹ Au mois d'août, les PDI des villages concernés ont reçu une distribution alimentaire du CODESUR et de la Croix Rouge, ainsi que des bidons et une assistance cash de la part d'autres acteurs.



Financé par
l'Union européenne
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



		<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir des appuis en AGR pour les femmes PDI afin de leur permettre d'accéder à un moyen de subsistance ; • Sensibiliser/informer les communautés sur les services disponibles pour la prise en charge des cas de VBG pour faciliter l'orientation et la réponse ; • Renforcer les sensibilisations sur les VBG ; • Mettre en place un mécanisme permettant de faciliter l'accès des PBS aux différentes activités et assistances ; • Prévoir et encourager la prise en charge des personnes à besoins spécifiques ; • Assurer la prise en charge psychosociale des PDI à travers des prises en charge individuelles et de groupe ; • Renforcer les capacités des points focaux pour la gestion de stress ; • Identifier et aménager des espaces amis des enfants pour les enfants afin de leur faciliter l'accès à un espace protecteur qui leur est dédié ; • Augmenter les capacités de réponse en santé ; • Sensibiliser les communautés PDI sur l'existence des services et les modalités de prise en charge ; • Promouvoir l'accès significatif ; • Renforcer les sensibilisations sur l'existence et les gestes barrières du COVID. 					
	Sévérité de la situation	<table border="1"> <tr> <td style="background-color: #4a7ebb; color: white; text-align: center;">1</td> <td style="background-color: #70ad47; color: white; text-align: center;">2</td> <td style="background-color: #f1c232; color: white; text-align: center;">3</td> <td style="background-color: #e69d00; color: white; text-align: center;">4</td> <td style="background-color: #cc0000; color: white; text-align: center;">5</td> </tr> </table>	1	2	3	4	5
1	2	3	4	5			

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations (à lister par ordre prioritaire)
Sécurité et protection		<p>Les sites des déplacés sont accessibles en saison pluvieuse comme en saison sèche. Cette observation a été confirmée par 58% des répondants. Seul 15% des répondants soutiennent que les sites sont difficilement accessibles en saison pluvieuse. Il faut noter que la plupart des sites sont situés dans des zones périphériques de la ville et seulement quelques uns sont localisés au centre-ville. Dans la ville, il existe des postes de la gendarmerie et de la Police nationale qui assurent la sécurité et leur présence rassure la population. Les militaires font également des patrouilles selon 50% des répondants et les VDP (100% des répondants) et Koglweogo (12% des répondants) sont également présents pour renforcer cette sécurité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer la sécurisation des localités afin de réduire la fréquence des différents incidents et attaques ; ✓ Améliorer l'éclairage des sites d'accueil afin de réduire les risques d'attaques lors des déplacements la nuit.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Département für Auswärtige Angelegenheiten DA
Departament Federal d'Assaïes Estrangeras



Cependant, la situation sécuritaire de la zone est peu sûre (54% des répondants et 6/9 groupes). Cette situation est ainsi dépeinte parce qu'il existe des groupes armés actifs dans la zone (88% des répondants). Des incidents d'attaque perpétrés par les GANI ont été observés dans la ville. Ils représenteraient une menace à l'organisation d'une intervention humanitaire selon 73% des répondants par ce qu'ils peuvent piller ou bloquer l'assistance (4% des répondants). Également, ils constituent une menace à la sécurité des agents humanitaires (12% des répondants), et des bénéficiaires (4% des répondants).

Par ailleurs les mouvements sont restreints à cause de la criminalité (73% des répondants), du couvre-feu (73% des répondants) et de certaines restriction culturelles (restrictions de mouvements suivant le veuvage, etc.) (4% des répondants). 4% des répondants stipulent qu'un groupe d'appartenance (les Peulhs) a été expulsé de Titao par les populations résidents.

L'observation directe nous montre que les sites ne sont pas suffisamment éclairés la nuit ; par conséquent, les femmes et les filles se sentent peu en sécurité (46% des répondants). Il n'existe pas suffisamment d'espaces sécurisés où les enfants peuvent jouer.

Des incidents de protection graves ont été rapportés dans les villages d'origine avant le déplacement (85% des répondants). Il s'agit notamment des assassinats (85% des répondants et 6/9 groupes), des pillages/vols (73% des répondants et 4/9 groupes), des cas d'atteinte à l'intégrité physique (69% des répondants et 2/9 groupes), des enlèvements/kidnappings/ disparitions forcées (27% des répondants et 2/9 groupes), des violences psychologiques (19% des répondants) et des destructions de biens (8/9 groupes).

Les mêmes incidents se sont produits sur les trajets pendant les déplacements selon 50% des répondants. Aussi les populations ont noté des cas de VBG (4% des répondants), des accouchements sur la route (4% des répondants), des cas d'accidents de la circulation (4/9



Financé par la protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Département für auswärtige Angelegenheiten DA



		<p>groupes), des blessures (2/9 groupes) et des blessures par balles perdues (1/9 groupes). Les populations ne se sentaient pas en sécurité sur les trajets selon 9/9 groupes.</p> <p>Sur les sites d'accueil, les populations font également face à de sérieux risques de protection notamment aux assassinats, aux vols et menaces selon 5/9 groupes. Seul 4/9 groupes affirment n'avoir pas eu connaissance d'incidents sur les sites.</p> <p>Pour réduire les risques de protection, les individus alertent soit les autorités administratives (65% des répondants), soit les groupes d'auto-défense (35% des répondants). 77% des répondants soutiennent que les individus effectuent des déplacements préventifs.</p>	
<p>Mouvement de population</p>		<p>Les principaux facteurs qui ont déclenchés les déplacements des populations à Titao sont les attaques et les menaces.</p> <p>Les villages d'origines sont entre autres Sontaaba, Guilan, Yirvuyatenga, Solbo, Bouna, Tollo, Woro, Mataka, Bongo, Sirbou, Sougreboulé, Babo, Toulfé et Noogo.</p> <p>Par rapport à la période avant la crise, la population est en augmentation (73% des répondants). Les mouvements effectués sont des mouvements primaires pour la plupart selon 92% des répondants. Quelques mouvements secondaires ont été identifiés (4% des répondants). La composition sociale de la population aurait changé un peu par rapport à la période avant la crise (77% des répondants). Les ethnies présentes sur le site sont : les Mossi, les Bella, les Foulsé, les Gourunssi, les Peulhs, les Gourmatchés, les Touareg, les Sonrai et les Mandé.</p> <p>La décision de quitter les localités d'origine est rapportée avoir été prise à l'improviste, de façon spontanée. Les communautés n'ont pas eu le temps de se concerter pour prendre une décision selon 9/9 groupes. Par conséquent, des personnes ont été séparées de leurs familles lors de la fuite selon 9/9 groupes. Quelques-uns se sont retrouvés par la suite. Les populations ont quitté les localités d'origine à pied pour la majorité (9/9 groupes), à charrette (3/9 groupes) et à</p>	<p>✓ Renforcer le suivi des mouvements des populations afin de permettre un déploiement rapide de l'évaluation et de la réponse.</p>



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Departament federal de las relaciones exteriores DFOE



german
humanitarian
assistance



		<p>tricycle (1/9 groupes). L'itinéraire le plus emprunté fut la brousse (3/9 groupes). Seulement quelques personnes sont passées par la route (2/9 groupes).</p>	
<p>Cohésion sociale</p>		<p>Selon l'observation de la qualité des relations par DRC, il n'existe pas de tension apparente entre les deux communautés (PDI et hôte). Cette observation est soutenue par 69% des répondants et 5/9 groupes. 8% de répondants parlent même d'excellents rapports. Cependant, 23% des répondants et 4/9 groupes disent que les rapports sont tendus. De plus, certaines informations laisseraient entendre que les communautés hôtes ne souhaitent plus recevoir des PDI dans leur localité.</p> <p>Cela peut s'expliquer par le fait que les ressources commencent à s'amenuiser et les modes de vie des PDI sont différents des communautés hôtes, les premiers étant plutôt ruraux, et les second plutôt urbains. Certains membres des communautés d'accueil se plaignent que les PDI ne savent pas utiliser ou utilisent mal les toilettes. 54% des répondants et 4/9 groupes affirment que les conflits autour des ressources (points d'eau, espaces de pâtures, champs) ont augmenté et des incidents en rapport avec ces ressources ont été observés le mois passé (19% des répondants).</p> <p>Certains comportements tels que l'occupation anarchique des terres, les paroles vexantes sont identifiés comme des facteurs pouvant constituer une entrave à la coexistence pacifique entre ces deux communautés.</p> <p>Les suspicions envers certaines ethnies qui sont qualifiées de « HANI » pourraient aussi renforcer les tensions entre ces communautés.</p> <p>Les PDI ne reçoivent pas de pression à retourner chez eux mais eux-mêmes indiquent ne pas vouloir rester dans la zone d'accueil selon 92% des répondants. Les raisons avancées sont qu'ils manquent d'opportunité et de ressources, la vie est chère et ils désirent retourner chez eux pour retrouver leurs activités d'élevage et de culture. Seuls 8% des répondants soutiennent que les PDI veulent rester dans la localité d'accueil à cause de la meilleure situation sécuritaire.</p> <p>Les PDI ont toujours les mêmes leaders selon 9/9 groupes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer la cohésion sociale à travers des séances de sensibilisation ; ✓ Renforcer et accompagner les mécanismes de gestion de conflits déjà existants ; ✓ Renforcer les sensibilisations sur les bonnes conduites en société et l'utilisation des latrines et ressources disponibles.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Departament da las Relaziuns Internaziunals



		<p>Des mécanismes locaux formels de résolution des conflits existent mais ne sont pas fonctionnels selon 54% des répondants. Les tensions sont gérées à l'amiable par les personnes âgées et les forgerons.</p>	
<p>Protection de l'enfance</p>		<p>La déscolarisation dans le village d'accueil reste le problème majeur pour les enfants déplacés selon 73% des répondants.</p> <p>42% des informateurs soutiennent que moins de 25% des enfants sont scolarisés.</p> <p>Les risques majeurs auxquels les filles font face sont les grossesses non désirées (6/9 groupes), les mariages forcés (3/9 groupes), la prostitution (4/9 groupes). 8% des répondants affirment l'existence de jeunes filles enceintes et/ou allaitantes.</p> <p>Les garçons quant à eux font face à la délinquance juvénile (5/9 groupes), les travaux dans les sites d'orpillage (3/9groupes), la consommation des stupéfiants (1/9 groupes).</p> <p>Par ailleurs le manque de vêtements, les problèmes de santé, l'insuffisance de nourriture et de logement sont également des problèmes que rencontrent les enfants.</p> <p>19% des répondants affirment qu'il y a des enfants qui vivent seuls ou avec des adultes qui ne sont pas leurs parents ou leurs tuteurs légaux. 31% des informateurs clés parlent d'enfants chefs de ménage.</p> <p>Certains enfants ont également subi des violences physiques (7% des répondants) et psychologiques (23% des répondants) dans les villages d'origine. Ils ont été témoins des assassinats et des menaces verbales et certains adolescents ont même été enlevés (4% des répondants). 12% contre 58% des répondants soutiennent qu'il y a des enfants qui ont été recrutés par les groupes armés. 31% des répondants affirment ne rien savoir de cette situation.</p> <p>Il n'y aurait pas de disposition spécifique prise par les autorités pour la protection des enfants selon 6/9 groupes.</p> <p>Les besoins particuliers des enfants restent en occurrence l'éducation, la formation aux métiers pour les adolescents, les vêtements, les espaces amis d'enfant pour les tout-petits, la nourriture, et la santé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plaidoyer pour une prise en charge effective des cas de déscolarisation et/ou non-scolarisation des enfants ; ✓ Organiser des sensibilisations sur la protection de l'enfant (notamment, l'exploitation sexuelle, le mariage précoce et les grossesses précoces) ; ✓ Référer les cas d'enfants aux structures habilitées de protection de l'enfance pour leur prise en charge ; ✓ Renforcer l'assistance et le référencement des enfants en besoin de soins de santé.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Departament federal das exteriurs DFEX



german
humanitarian
assistance



Violences basées sur le genre

Sur les sites d'accueil, les femmes et les filles font face à de nombreux et sérieux risques de protection y compris : aux agressions sexuelles (15% des répondants et 2/9 groupes) aux viols (8% des répondants et 4/9 groupes), aux agressions physiques (8% des répondants et 4/9 groupes), à la prostitution (4% des répondants et 3/9 groupes), au mariage forcé (4% des répondants et 4/9 groupes) et au violence psychologique (4%).

Par ailleurs, les violences conjugales (5/9 groupes), les grossesses non désirées (5/9 groupes) et le lévirats (1/9 groupes) sont également des violences que subissent les femmes et les filles.

En outre, l'insuffisance de logement et la promiscuité dans les ménages constituent des obstacles à l'intimité et contribuent à accroître le risque de violence.

Il a également été observé que la distance à parcourir pour la recherche de bois et la corvée d'eau, ainsi que pour l'usage de toilettes, qui ne sont pas séparés par sexe peuvent augmenter les risques de VBG (viols, agressions sexuelles, agressions physiques) pour les femmes et les filles.

Les communautés affirment que les femmes et les filles savent où trouver de l'aide en cas de VBG et ce sont notamment auprès de leurs familles (8% de répondants), des groupes d'auto-défense (8% des répondants), des leaders communautaires (8% des répondants), des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) (4% des répondants), des leaders religieux (4% des répondants) et l'Action Sociale (8% des répondants).

Pour 9/9 groupes, l'Action Sociale reste la seule structure de prise en charge des incidents de VBG. Selon les informateurs clés interrogés, il existe des services de prise en charge (96% des répondants), des services de référencement (46% des répondants) et des services de prévention (12% des répondants).

Les autorités ont pris des dispositions pour protéger les femmes et les filles selon 7/9 groupes notamment les sensibilisations, l'installation des VDP et le couvre-feu. Cependant 2/9 groupes affirment qu'il n'y aurait aucune mesure mise en place.

Selon 3/9 groupes, lorsque les victimes de VBG rapportent leur

- ✓ Prévoir des appuis en API puis en AGR pour les femmes PDI afin de leur permettre d'accéder à un moyen de subsistance ;
- ✓ Sensibiliser/informer les communautés sur les services disponibles pour la prise en charge des cas de VBG pour faciliter l'orientation et la réponse ;
- ✓ Renforcer les sensibilisations sur les VBG.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Département für auswärtige Angelegenheiten DA



		<p>situation au niveau de l'Action Sociale, il faut le témoignage d'un leader communautaire afin qu'il y ait une suite à leur requête.</p> <p>Les survivantes de VBG sont soit soutenues par la communauté (6/9 groupes, soit tout simplement écoutées sans suite (3/9 groupes), soit marginalisées ou font l'objet de moqueries (1/9 groupes).</p> <p>Il faut noter également l'insuffisance ou le manque d'activité de subsistance qui amènent certaines femmes et jeunes filles à adopter des stratégies de survie néfaste, tels que le sexe pour la survie.</p>	
<p>Personnes à besoins spécifiques</p>		<p>Des personnes présentant des besoins spécifiques sont présentes sur les sites.</p> <p>Ce sont des personnes vivant avec un handicap (81% des répondants), des femmes cheffes de ménage sans revenus (77% des répondants), des femmes enceintes et/ou allaitantes (42% des répondants), des enfants chefs de ménage (35% des répondants), des personnes âgées sans soutien (31% des répondants) et des jeunes filles enceintes et/ou allaitantes sans soutien (8% des répondants).</p> <p>Quelques personnes blessées sans accès aux soins ont été signalées par 38% des répondants mais notre observation ne nous a pas permis de détecter ces individus.</p> <p>Les groupes identifiés comme les plus vulnérables dans ce contexte sont en l'occurrence les femmes (6/9 groupes et 81% des répondants), les personnes âgées (42% des répondants et 4/9 groupes), les personnes vivantes avec un handicap (4/9 groupes et 35% des répondants) et les personnes blessées par IED (4% des répondants).</p> <p>Ces groupes sont particulièrement vulnérables parce qu'ils sont faibles physiquement, délaissés à elles-mêmes et n'ont que peu de capacité de protection individuelle.</p> <p>Certains interrogés pensent que ce sont les hommes qui sont les plus vulnérables parce qu'ils ont la charge de la famille (3/9 groupes et 15% des répondants). Les enfants sont également mentionnés comme particulièrement vulnérables par 3/9 groupes et 31% des répondants parce qu'ils ne peuvent pas se défendre seuls, et dépendent de leur famille ou communauté pour subvenir à leurs besoins.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en place un mécanisme permettant de faciliter l'accès des PBS aux différentes activités et assistances ; ✓ Prévoir et encourager la prise en charge des personnes à besoins spécifiques.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Département für Auswärtige Angelegenheiten DAA



		<p>Les personnes à besoins spécifiques rencontrent des problèmes spécifiques de protection selon 58% des répondants. Ce sont entre autres l'incapacité de se déplacer en cas de besoins (35% des répondants), les violences psychologiques (35% des répondants), les dénis d'accès à l'aide humanitaire (15% des répondants). Les hommes sont des cibles pour les IANI (4% des répondants).</p> <p>Il n'existe pas de dispositions spécifiques pour la prise en charge des personnes ayant de besoins spécifiques, et plus particulièrement pour l'inclusion des individus vivant en situation de handicap. Cette information a été confirmée par 7/9 groupes. Ces personnes s'appuient le plus souvent sur les membres de leurs familles ou des amis.</p>	
<p>Ressenti psychologique</p>		<p>Des personnes présentant une détresse psychologique sont présentes sur les sites. Ce constat est confirmé par 100% des répondants.</p> <p>Les états émotionnels identifiés sont l'inquiétude selon 62% des répondants, l'angoisse (54% des répondants) et la tristesse (35% des répondants).</p> <p>L'observation directe nous a permis de détecter des manifestations de cette détresse psychologique.</p> <p>Lors des événements violents, plusieurs enfants ont été témoins d'assassinats et de violences verbales dans leurs villages d'origine et manifestent désormais des cauchemars et des insomnies selon 23% des répondants. Certains sont réticents à retourner à l'école et d'autres parlent régulièrement des hommes armés selon 4% des répondants.</p> <p>Des espaces confidentiels existent pour l'écoute et l'administration des premiers secours psychologiques notamment au sein des structures existantes de prise en charge.</p> <p>Hormis l'appui des ONG sur le plan psychosocial relevé par 12% des répondants, les communautés se tournent vers les soutiens des membres de leurs familles (58% des répondants), de l'entourage comme les amis et voisins (62% des répondants), de l'Action Sociale</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer la prise en charge psychosociale des PDI à travers des prises en charge individuelles et de groupe ; ✓ Renforcer les capacités des points focaux pour la gestion de stress ; ✓ Identifier et aménager des espaces amis des enfants pour les enfants afin de leur faciliter l'accès à un espace protecteur qui leur est dédié ; ✓ Référer les cas d'enfants aux structures habilitées de protection de l'enfance pour leur prise en charge.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



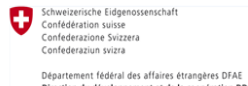
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Département für Auswärtige Angelegenheiten DAA



		<p>(19% des répondants), des guérisseurs ou médecins traditionnels (4% des répondants) et de la religion (4% des répondants). La prise en charge psychosociale et psychologique demeure un besoin capital dans l'assistance de ces communautés PDI, avec une attention particulière à apporter aux besoins psychologiques des enfants.</p>	
<p>Accès aux services de base</p>		<p>Quelques services ou infrastructures existent à Titao. Ce sont entre autres le centre de santé, les services techniques de l'Etat (la Mairie, l'Action Sociale, l'agriculture, l'élevage,), les services de sécurité (la gendarmerie, la police), les institutions de justice (la Préfecture) la radio et les écoles. Quelques ONG ont des agents qui sont basés dans la localité mais d'autres sont basés à Ouahigouya et effectuent des allers-retours pour réaliser leurs activités à Titao. Des assistances ont été faites au profit des PDI notamment en abris, en protection, en NFI, en cash, en éducation, en wash, en santé et nutrition. Cependant il faut noter que ces distributions n'ont pas pris en compte certains PDI qui sont nouvellement arrivés. Aussi, l'insuffisance de kits a été relevée et certains ménages n'ont pas pu en bénéficier. Les difficultés d'accès aux services résident également dans le fait que les PDI ignorent les lieux et l'existence de ces services et beaucoup d'entre eux ne sont pas recensés sur les listes de l'Action Sociale. En outre le handicap, l'âge avancé, le manque de ressources financières l'éloignement de certains services, l'insuffisance d'infrastructures, de personnels et de médicaments constituent des obstacles pour l'accès significatif. Tous les groupes rencontrent des obstacles à l'accès à ces services mais ceux qui rencontrent le plus d'obstacles sont notamment les femmes selon 85% des répondants, les enfants séparés et/ou non accompagnés (27% des répondants) et les personnes à besoins spécifiques (27% des répondants). Le niveau d'accès aux services de santé et services de prise en charge restent faible selon 47% des répondants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmenter les capacités de réponse en santé ; ✓ Sensibiliser les communautés PDI sur l'existence des services et les modalités de prise en charge ; ✓ Promouvoir l'accès significatif.
<p>Impact du COVID-19</p>		<p>En matière de connaissance du COVID 19, 4/9 groupes soulignent que</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les sensibilisations sur l'existence



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



	<p>c'est une maladie contagieuse et 3/9 groupes disent que c'est une maladie dangereuse et mortelle. Pour les gestes barrières, les groupes interrogés et les informateurs clés affirment les connaître mais trouvent que le niveau d'information et les services disponibles pour la prise en charge de ces cas restent faibles au niveau de leur communauté.</p> <p>Des risques liés à la restriction des mouvements à cause du COVID ont été identifiés. Il s'agit notamment du manque d'accès à un niveau de vie adéquate parce que les populations se retrouvent dans l'incapacité d'exercer des activités génératrices de revenus (4% des répondants). Le manque de regroupement a amené certaines personnes à modifier leurs modes de vie selon 3/4 groupes.</p> <p>Aucun phénomène de stigmatisation de discrimination et de tension communautaire liés au COVID n'a été observé.</p> <p>Des risques accrus de VBG tels que les violences conjugales résultant du COVID-19 ont été soulignés par seulement 4% des répondants contre 96% qui affirment le contraire. Cela peut s'expliquer par le fait que la restriction des mouvements amène les hommes à passer plus de temps à la maison et cela, ajouté au stress de l'aspect sécuritaire, et du manque d'activité de subsistance, ces derniers deviennent facilement irritables et susceptibles d'exercer des violences sur les femmes et les enfants.</p> <p>Des informations continuent sur les mesures d'hygiène ou les gestes barrières restent toujours nécessaires, ainsi que des mesures de prévention de la violence domestique.</p>	<p>et les gestes barrières du COVID-19.</p>
--	---	---